

L'Humanité des débats

LA CHRONIQUE PHILO P. 15

Cynthia Fleury:
L'éternelle Shoah

LE BLOC-NOTES P. 18

Jean-Emmanuel Ducoin:
Urgence(s)

PARLONS-EN! P. 19

Pour le peuple, contre le Front national, un ouvrage collectif

Table ronde

Comment la Sécu peut-elle rester un levier de développement?

LES FAITS Pour le soixante-dixième anniversaire de sa fondation, un colloque a été organisé, le 6 novembre au siège du CESE, par l'Humanité et la Mutuelle familiale, sur le thème: 70 ans après, la Sécurité sociale, un pacte de solidarité plein d'avenir.

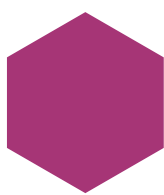
LE CONTEXTE Valorisée dans les discours comme un moteur de progrès mais traitée dans les faits comme une vulgaire charge, la Sécu fait aujourd'hui face à de lourds défis: augmentation massive des maladies chroniques, montée des inégalités d'accès aux soins, financement miné par la crise économique...

Éléonora Tréhel
Présidente
de la Mutuelle
familiale

Alain Villemeur
Directeur
scientifique de la
chaire Transitions
démographiques-
Transitions
économiques,
à Paris-Dauphine

André Cicoella
Chercheur
en santé
environnementale

**Jean-Christophe
Le Duigou**
Économiste,
syndicaliste



Dans quelle mesure la Sécurité sociale, aujourd'hui considérée par les idéologues libéraux comme une charge, a-t-elle été, et reste-t-elle encore, un levier de développement économique et social?

ÉLÉONORA TRÉHEL La Sécurité sociale est l'invention de gens qui ont su dépasser leurs clivages politiques, culturels, religieux, pour construire un dispositif qui faisait du progrès social, du bien-être des personnes, le moteur du redressement et du développement de la France. La Sécu ne se résume pas à une technique assurantielle, ni à un enjeu financier. C'est beaucoup plus que cela: l'instrument de la re-solidarisation de la société française, qui rend possible le mieux-vivre ensemble, notamment grâce à un socle de droits et de valeurs qui relient les personnes entre elles. Cette dimension est d'ailleurs ressentie par l'opinion: selon un récent sondage, la Sécu apparaît d'abord comme « *un bien commun dont nous sommes tous responsables* ». Et lorsque, pour 63 % des Français, la Sécu est avant tout un investissement pour la société, plutôt qu'un coût, nous avons là un élément porteur d'espoir.

Les valeurs qui ont fondé la Sécu, solidarité, universalité, démocratie, sont toujours actuelles, modernes. Mais il faut reconnaître qu'elles sont aujourd'hui en délitement parce qu'il y a eu des dérives. Je pense à tous les dispositifs palliatifs pour l'accès aux soins qui se multiplient et aboutissent à une segmentation des droits, à créer de nouvelles



LORS DU COLLOQUE DU 6 NOVEMBRE, AU SIÈGE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE), À PARIS.
PHOTO PATRICK NUSSBAUM

inégalités. Tout cela nous éloigne progressivement du pacte social qui a cimenté la société française.

ALAIN VILLEMEUR Je suis persuadé que la protection sociale est un investissement économique des plus rentables. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'ensemble des prestations maladie, retraite, etc., représentaient autour de 5 % du PIB. C'est désormais 32 %. Le tiers de la richesse créée est consacré à la protection sociale. Un tel développement n'avait pas été imaginé à l'époque. Aucun économiste ne l'avait prédit. De telles sommes justifient qu'on se pose la question: quelles retombées économiques? Une première étude, en 2008, a montré que les dépenses de santé avaient des effets économiques considérables. Démonstration est faite, sur un ensemble de pays, qu'il y a un lien très étroit entre dépenses de santé et productivité du travail. L'étude montre aussi que l'investissement est plus efficace si on l'opère chez les moins de 40 ans. Cela pose le problème de la prévention, parent pauvre des dépenses de santé (une dizaine de milliards d'euros sur un total de 240 milliards de dépenses). Autre exemple de mission de la protection sociale ayant des effets énormes: l'éducation, l'accueil des jeunes enfants. Des études, aux États-Unis notamment,

ont montré que c'était efficace pour la sociabilité des jeunes enfants, pour lutter contre la pauvreté des parents, notamment les femmes seules, et que cela avait des retombées économiques importantes. Les Américains ont calculé qu'un dollar investi dans les dépenses pour les moins de 3 ans, sous forme de crèches collectives de qualité, en rapporte 4 sur le long terme au plan économique. Il faut que l'État providence devienne aussi un État social investisseur.

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU La protection sociale a été un levier de développement au lendemain de la guerre. C'est pour une part lié à la logique du système mis en place à la Libération par Croizat et Laroque. Sa principale caractéristique tient à la mise en œuvre du principe de solidarité: chacun contribue selon ses revenus et reçoit en fonction de ses besoins. Du coup, la Sécu reste très sensible à l'expression des besoins sociaux, ce qui gêne les libéraux qui voudraient toujours la ramener à une politique d'assistance. L'organisation innovante de la Sécu a joué un rôle de cercle vertueux de deux manières. Le système a solvabilisé une demande, et cela, quelle que soit la conjoncture économique. On l'a encore vu dans la crise de 2008, où la protection sociale a servi d'amortisseur et aussi de solvabilisation - on n'aurait pas 200 000 emplois dans la pharmacie sans la Sécu. Au-delà, la force de travail des salariés allait être mieux entretenue, mieux formée, grâce au système de santé, de retraite et d'allocations familiales. La Sécu a donc permis d'améliorer le niveau de vie tout en contribuant à un nouveau type de progression de la productivité du travail. Une autre dimension fondatrice du système, c'est qu'il a été délégué aux représentants des usagers. Cela explique largement pourquoi il a été si résilient, qu'il a résisté à une cinquantaine d'années d'attaques. Cette organisation institutionnelle originale a pour principal intérêt de ●●●

70 ANS AU SERVICE DE TOUS

Il y a soixante-dix ans, quelques semaines après la Libération de la France, l'ordonnance du 4 octobre 1945 marque l'acte de naissance d'un des projets du Conseil national de la Résistance. Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail et de la Sécurité sociale, reçut l'appui du mouvement ouvrier. L'ordonnance ne réglait pas tout, il fallait la mettre en application.

Table ronde

●●● Comment la Sécu peut-elle rester un levier de développement ?

rendre la Sécu pas facilement intégrable aux logiques d'austérité qu'on veut lui imposer. C'est pourquoi je ne me retrouve pas dans le terme d'État social, où on intègre la protection sociale à l'action purement et simplement de l'État et donc à la logique d'austérité budgétaire telle qu'elle s'applique à l'ensemble des services publics.

S'il résiste, le pacte social que représente la Sécu apparaît à bien des égards fragilisé. Comment le conforter ? Et en particulier, comment assurer le financement du système ?

ÉLÉONORA TRÉHEL Le financement de la Sécu est une question clé qui a été trop souvent traitée au coup par coup, sans vision globale. On a résolu les problèmes par des économies de dépenses ou des transferts. Avec les résultats que l'on connaît : le délitement de la solidarité, de plus grandes inégalités. Les adhérents des complémentaires santé sont ainsi devenus le principal financeur de la couverture maladie universelle, alors que c'était l'État au moment de la création de la CMU en 2000. Il faut améliorer les recettes et, surtout, ne pas réduire les prises en charge ! Entre 1983 et 2014, la participation des ménages au financement du régime général est passée de 27 % à 45 %. Les entreprises, elles, qui contribuaient pour 60 %, ne contribuent plus qu'à hauteur de 46 %... Cela montre les transferts opérés. Les exonérations de cotisations patronales pèsent désormais 28 milliards d'euros par an. À mettre en perspective avec les déficits qui sont utilisés pour réduire les prestations... Et cette stratégie n'a pas apporté de solution à l'emploi, comme elle était censée le permettre. S'agissant de financement, on ne peut éluder la réflexion sur ce que doivent être les dépenses. Il faut réfléchir aux conséquences de notre environnement sur l'explosion des maladies chroniques et des affections de longue durée. Le financement de la prévention est tout aussi essentiel que l'amélioration des prises en charge et nécessite une politique de santé audacieuse pour agir sur les risques et sur les déterminants de santé. Repenser la Sécu doit nous conduire à prendre mieux en compte les relations, les interactions entre l'économie, le social et l'environnemental, si l'on veut créer un développement durable. Il s'agit de répondre à tous les bouleversements que connaît le marché du travail, répondre aux aspirations nouvelles des personnes pour une vie personnelle, familiale, professionnelle, de qualité, prendre en compte la donnée environnementale qui devient centrale dans le domaine sanitaire. Dernier point : les prises en charge de l'assurance maladie ne sont plus aujourd'hui suffisantes pour l'accès aux soins. L'importance des restes à charge est qu'elle rend indispensable le



Patrick Nussbaum

« Avoir un système de santé qui, non seulement soigne les gens, mais agit sur les causes des maladies. »

ANDRÉ CIOLELLA



Patrick Nussbaum

« Il y a deux actions à mener : la prévention et une stratégie de financement à la hauteur des besoins. »

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU



Patrick Nussbaum

« La mise en place d'un crédit d'impôt aiderait à l'acquisition d'une complémentaire. »

ÉLÉONORA TRÉHEL



Patrick Nussbaum

« Il y a un lien très étroit entre dépenses de santé et productivité du travail. »

ALAIN VILLEMEUR

recours à une couverture complémentaire. Afin de réduire les inégalités d'accès et en lieu et place des nombreux dispositifs déjà en place, le mouvement mutualiste propose la mise en place d'un crédit d'impôt pour aider à l'acquisition d'une complémentaire ; cette mesure aurait l'avantage d'être simple, universelle, car s'adressant à tous, et juste car ce serait une aide à la personne et non pas une aide au contrat.

ANDRÉ CIOLELLA Alors que la population couverte par le régime général de la Sécu a progressé de 27 % en vingt ans, les maladies cardio-vasculaires ont augmenté de 110 %, le cancer de 100 %, selon les statistiques de l'assurance maladie... Même les affections psychiatriques ont progressé trois fois plus vite que le changement démographique. La Sécurité sociale n'en tire pas les conséquences. On ne peut expliquer cela ni par le vieillissement - l'AVC diminue chez les plus de 65 ans, augmente chez les 25-34 ans et les 35-49 ans -, ni par le dépistage. Cette croissance des maladies chroniques est une crise sanitaire, qui a un coût économique. En 2013, on dépense 64 milliards d'euros en plus par rapport à 1994, en tenant compte du changement démographique. Il se trouve que la mortalité diminue en France, parce qu'on a un bon système de santé. Mais d'une certaine façon, il creuse sa propre tombe : plus il est efficace, plus le coût augmente.

Ce n'est pas un hasard si le cancer du sein est devenu le premier cancer féminin dans le monde pour 90 %

de la population. La croissance des cancers hormono-dépendants traduit l'impact de l'environnement sur la santé. On a construit un système qui a favorisé le progrès médical, avec des conséquences extrêmement positives, mais, aujourd'hui, on arrive dans une impasse : ce système est quasiment aveugle sur les causes des maladies. La santé environnementale est la réponse à la crise sanitaire. On ne peut dissocier les changements de l'alimentation de la contamination chimique généralisée, mais aussi de l'augmentation de la précarité, qui amplifie ces phénomènes. On a un véritable enjeu : une deuxième révolution de santé publique, pour avoir un système de santé qui, non seulement soigne les gens, mais agit sur les causes des maladies. La première révolution, à la fin du XIX^e siècle a permis d'arrêter les grandes maladies infectieuses (choléra, typhus...), qui étaient liées à l'environnement (conditions déplorables d'habitation, de travail...). On a fait, alors, de la santé environnementale : adduction d'eau, ramassage des déchets, etc. Aujourd'hui, on balance nos poubelles dans notre environnement... On sait qu'une grande partie des maladies chroniques sont liées à l'exposition pendant la grossesse. Le cas des perturbateurs endocriniens est éclairant. Le cas du bisphénol montre bien qu'une exposition apparemment tout à fait banale a un impact considérable en termes de cancers du sein, de la prostate, d'obésité, de diabète, de troubles du comportement, troubles de la reproduction... Il faut construire un grand mouvement citoyen autour de ces questions. Le grand enjeu pour la rénovation de la Sécurité sociale, c'est qu'elle s'implique, que les statistiques qu'elle nous livre là, et qui ne servent à rien pour l'instant du point de vue de la prévention, soient utilisées pour une action sur les causes.

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU La Sécurité sociale est victime d'un effet de ciseaux. D'un côté, le système a dû prendre en charge tous les dégâts sociaux causés par l'économie dirigée selon le critère du seul profit - auxquels il faut ajouter les conséquences de la non-gestion de l'environnement sur la population. Le système de retraite a ainsi dû prendre en compte les départs anticipés des seniors éjectés de l'emploi, le système de santé s'est trouvé alourdi des conséquences du travail pénible et des maladies professionnelles, le chômage a multiplié les pathologies lourdes et chroniques... De l'autre côté, les recettes de la protection sociale sont amoindries par la crise économique. La crise de 2008 a ainsi coûté une quarantaine de milliards d'euros par la moindre croissance économique enregistrée ces dernières années. Comment en sortir ? Il y a deux actions à mener. D'une part, la prévention, parent pauvre du système jusqu'à présent. De l'autre, une stratégie de financement à la hauteur des besoins. À long terme, il y a le rapport à l'emploi : 5 à 6 millions de personnes ne sont pas cotisants du système, soit plus de 20 % de la population active. Il y a aussi la disparité de salaires hommes-femmes : l'égalité permettrait de financer au-delà des besoins actuels de la Sécu. À court terme, il faudrait une contribution des revenus financiers spécifique à la protection sociale (la CSG n'étant pas adéquate de ce point de vue) ; soumettre à cotisation les compléments de salaire (intéressement, participation, épargne salariale) qui représentent 10 % de la masse salariale ; revoir les allègements de cotisations patronales, dont l'efficacité et le coût (une trentaine de milliards d'euros) sont mis en question, dans une logique de reconfiguration de la cotisation. La Sécu peut être un levier de développement, à condition qu'elle continue de jouer le rôle d'un outil, non pas un outil économique comme les autres, mais un outil social bien calé sur la réponse aux besoins de la population. ●

COMPTE RENDU RÉALISÉ PAR
YVES HOUSSEAU

LA REVUE DE PRESSE

Le Point

15 septembre 2015
d'après l'AFP

Le salut de la Sécurité sociale passera par des réformes structurelles, comme une régulation renforcée de l'assurance maladie et une recomposition plus poussée de l'offre de soins, prévient mardi la Cour des comptes, qui voit un retour à l'équilibre « décalé de plusieurs années ». La Cour des comptes rappelle que sa pérennité est menacée à terme par « la persistance de ses déficits ».

Le Monde

2 octobre 2015

La Sécurité sociale doit faire face à l'allongement de la durée de vie et au chômage de masse : comment protéger après le travail ? Comment protéger hors du travail ? Dans une société où la retraite moyenne est à 1 206 euros net quand le prix moyen d'une place en maison de retraite dépasse 1 800 euros, dans une société où le chômage des jeunes n'est pas redescendu sous la barre des 15 %, notre Sécurité sociale protège mal.